



L'ALGÉRIE. ENTRE SOUVERAINISME ET DÉPENDANCE AU PÉTROLE...

Xavier Dupret

Juillet 2018

19.239 signes

L'Algérie, on en parle relativement peu chez nous. Pourtant, Alger entretient d'étroites relations de coopération avec la Belgique depuis un bon bout de temps déjà.

1972, pour être plus précis. En soi, c'est déjà une raison suffisante pour essayer d'en savoir un peu plus sur ce pays au modèle de développement souverainiste, quoique marqué par une dépendance structurelle aux exportations d'hydrocarbures.

Importance des hydrocarbures

On notera, pour commencer, le développement important des raffineries qui permet au plus grand pays d'Afrique (superficie de 2,38 millions de km²) d'être bien situé dans la chaîne de valeur des hydrocarbures. Par comparaison, un Etat comme le Nigeria, c'est-à-dire la plus grande puissance pétrolière africaine, est bien moins fourni en infrastructures de raffinage que l'Algérie. Cette différence explique qu'il en est réduit à importer du pétrole raffiné en grandes quantités (22% des importations nigérianes).

Le pétrole raffiné constitue, d'ailleurs, le premier poste d'importations de ce pays, par ailleurs, membre de l'OPEP, alors qu'il mobilise, dans le cas de l'Algérie, moins de ressources (2,6% des importations)¹. Pour illustrer notre propos, on pointera le fait que la plus

¹ The Observatory of Economic Complexity, juillet 2018.

grande raffinerie d'Afrique, avec une production de 356.500 barils par jour en 2016, se trouve en Algérie, plus précisément à Skikda dans le nord du pays².

Pour sa part, le gouvernement nigérian attend encore que la construction de la méga-raffinerie promise par Aliko Dangote, un riche homme d'affaires local, soit terminée. « Le Nigeria est le premier producteur de pétrole sur le continent mais le pays souffre régulièrement de pénuries de carburant. Or, la raffinerie de Dangote, une fois livrée, devrait produire 650.000 barils de pétrole raffiné par jour. Elle permettra ainsi de couvrir une part importante de la demande locale actuelle. Une véritable alternative pour faire baisser le prix de l'essence importée »³.

Le bon positionnement de l'économie algérienne dans la chaîne de valeur des hydrocarbures ne doit toutefois pas occulter sa profonde dépendance à l'égard de cette filière. Un chiffre nous en convaincra aisément.

93% des revenus d'exportations du pays provenaient, en 2016, du gaz naturel, du pétrole brut et du pétrole raffiné. Ces trois productions représentaient respectivement 42% des exportations du pays en ce qui concerne le gaz naturel, 33% pour le pétrole brut et 18% dans le cas du pétrole raffiné⁴.

Or, les hydrocarbures n'ont pas spécialement brillé sur les marchés ces dernières années. L'Algérie étant membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), nous prendrons donc comme étalon de référence le panier OPEP qui établit la moyenne des prix de vente de chacun des membres de l'organisation. Nous observons que le baril de pétrole brut se situait aux alentours de 29 dollars en janvier 2003. Il va alors connaître une augmentation ininterrompue et dépasser les 128 dollars en juin 2008. La crise va déprimer ce niveau des prix en un semestre à peine. C'est ainsi que le baril passera à 28,7 dollars en décembre de cette même année.

Le plan de relance chinois de 2010, qui a sorti la tête de l'économie mondiale hors de l'eau, va agir à la hausse sur le cours du pétrole. Ce dernier a flirté avec les 123 dollars en mars 2012. Jusqu'en septembre 2014, le baril s'est systématiquement maintenu au-dessus des 100 dollars. La réorientation du modèle économique chinois vers son marché intérieur va alors faire baisser la demande de matières premières au niveau mondial. Le prix du baril va évoluer structurellement à la baisse et atteindra un plus bas depuis 2003 en janvier 2016 (24,4 dollars). La légère reprise de l'économie mondiale va ramener le baril à partir d'octobre 2017 à un cours qui a longtemps oscillé autour des 50 dollars⁵.

A partir de juin 2018, la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien a mis sous pression le marché du pétrole. Si l'on ajoute à ce facteur la situation interne du Venezuela,

² Oil and Gas Journal, 2017 Worldwide Refining Survey, décembre 2016.

³ La Tribune, édition mise en ligne le 3 août 2017. Url : <https://afrique.latribune.fr/finances/investissement/2017-08-03/nigeria-le-gouvernement-presse-dangote-a-livrer-sa-mega-raffinerie-746073.html> (date de consultation : 4 juillet 2018)

⁴ The Observatory of Economic Complexity, juin 2018. Calculs propres. Si on inclut la production de goudron, on arrive à un total de 93,4% des exportations pour la seule filière des hydrocarbures.

⁵ OPEC, OPEC basket Price, juillet 2018.

que Donald Trump envisageait d'envahir en août 2017⁶, on obtient un déficit de 1,5 millions de barils/jour sur les marchés. Pour compenser ce manque, Donald Trump insiste pour que l'Arabie Saoudite pompe 2 millions de barils en plus par jour⁷. Pour l'heure, on ignore dans quelle mesure les exigences de la Maison Blanche contribueront réellement à contenir le prix du baril. Il n'est, en tout état de cause, pas acquis qu'elles seront suffisantes pour ramener ce dernier au niveau de 50 dollars l'unité à plus ou moins brève échéance. Les capacités de production excédentaire sont, en effet, plutôt limitées. Ce scénario ne constitue évidemment pas une mauvaise nouvelle pour Alger.

Parallèlement, on observe, dans le cas de l'Algérie, que les réserves en devises du pays sont fort logiquement liées aux fluctuations de l'or noir. Dans la foulée du grand plongeon de 2009, les réserves de l'Algérie ont oscillé autour de 140 milliards de dollars de la fin 2008 jusque pratiquement le début de l'année 2011. Après l'adoption du plan de relance chinois, elles vont remonter jusqu'à 180 milliards de dollars à la fin de l'année 2014. Depuis, le recul a été spectaculaire.

A la fin de l'année 2017, les réserves sont tombées en dessous des 100 milliards de dollars (97,3 milliards). C'était une première en dix ans⁸. Pour les 5 premiers mois de l'année 2018, la perte de réserves s'est amplifiée avec une diminution de 7,3 milliards de dollars. Tant et si bien que les réserves de l'Algérie devraient tourner, à la fin de cette année, autour des 85 milliards de dollars⁹. Quelles sont les implications de cette donnée comptable ?

Importations, dette et contre-modèle macro

Les hydrocarbures représentent, en Algérie, 60% des recettes fiscales de l'Etat. Inutile de préciser que les évolutions du prix du baril posent, depuis quatre ans, de sérieux problèmes au Trésor algérien. Lorsque les recettes fiscales d'un Etat du Sud diminuent fortement, la logique habituelle du FMI finit, en règle générale, par s'imposer. Il s'agit toujours d'un cocktail amer à base de dévaluation, de diminution des dépenses publiques et d'augmentation des taux d'intérêt. Toutes ces mesures visent à réduire le pouvoir d'achat des acteurs locaux afin de garantir le remboursement de la dette extérieure (en dollars), le plus souvent en échange d'un ballon d'oxygène revêtant la forme d'un prêt accordé (officiellement) à des fins de sauvetage.

Dans le cas de l'Algérie, on insistera, et c'est une donnée capitale, sur la faiblesse de l'endettement du pays en devises. En effet, la dette extérieure représentait 2,42% du PIB algérien en 2016 alors qu'à la même époque, les réserves équivalaient à plus de la moitié (56%) de ce dernier. Il s'avère, dans ces conditions, difficile pour le FMI de faire pression sur l'Algérie en se servant du chantage classique à la dette extérieure. Ce faible endettement correspond *de facto* à un choix politique de type souverainiste qui vise à doter l'Etat de la marge de manœuvre la plus importante possible face aux pressions potentielles de l'extérieur¹⁰.

⁶ The Guardian, édition mise en ligne le 5 juillet 2018.

⁷ L'Echo, p.24, mardi 3 juillet 2018.

⁸ CEIC, Algeria Foreign Exchange Reserves, Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/algeria/foreign-exchange-reserves>. Date de consultation : 6 juillet 2018.

⁹ Agence Ecofin, communiqué du 23 juin 2018.

¹⁰ CEIC, External debt, Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/algeria/external-debt--of-nominal-gdp>. Date de consultation : 9 juillet 2018.

Le PIB de l'Algérie était de 170,37 milliards de dollars en 2017. La perte de réserves pour un montant de 7,3 milliards, telle que mentionnée auparavant, représente un mouvement équivalant à 4,2% du PIB. On peut, dès lors, imaginer que les réserves se situeront, à la fin de cette année, entre 45 et 48% du PIB.

Il s'agit là d'une hypothèse, somme toute, probable. Il nous reste à déterminer à quels enjeux nous confronte la survenue de ce cas de figure.

Un pays se trouve dans une situation confortable lorsque ses réserves lui permettent de couvrir 8 mois d'importation. Il se trouve que les réserves algériennes représentaient 32,78 mois d'importations en septembre 2017. En mai 2017, elles étaient à un plus bas depuis 2008 avec près de 24,9 mois d'exportations couverts¹¹. Dans le cas des pays émergents, il est également important de tenir compte du poids de la dette extérieure à court terme par rapport aux réserves. La dette extérieure à court terme représentait 1,6% des réserves de l'Algérie en 2016¹². On notera, au demeurant, que plus de 65% (1,6%/2,42%) de la dette extérieure algérienne correspond à des positions de court terme. Si l'on part du postulat que les réserves d'un pays doivent permettre de faire également face à l'endettement extérieur à court terme, la situation de l'Algérie n'a, une fois de plus, rien d'alarmant.

Cela dit, ce relatif équilibre doit beaucoup à la volonté des autorités algériennes de limiter les importations. Celle-ci s'est traduite, depuis la chute des cours du pétrole, par un solide encadrement du commerce extérieur (licences d'importation, suspension de 851 produits à l'importation...). Le déficit de la balance commerciale algérienne est ainsi passé de 17 milliards de dollars en 2015 et 2016 à 11,194 milliards en 2017. Pour le premier trimestre 2018, le déficit commercial du pays a été réduit à 490 millions de dollars¹³. Si cette tendance se prolonge, le déficit de la balance commerciale se situera en-deçà de 2,5 milliards à la fin de cette année. Il est, par ailleurs, évident que le niveau en valeur absolue des réserves sera meilleur en cas de reprise des cours pétroliers.

On notera, pour le surplus, qu'au début de cette année, le régime des licences d'importation a été, à l'exception des véhicules automobiles, supprimé en Algérie. Pour soutenir l'économie nationale et limiter le déficit commercial, « 900 produits seront interdits d'entrée sur le territoire et de nouvelles taxes seront instaurées sur tous les produits importés pour protéger la production nationale »¹⁴.

Endettement extérieur

La question de la gestion des réserves s'avère effectivement vitale dans un pays qui, depuis peu, monétise sa dette publique. A l'automne 2017, « le Parlement algérien a autorisé le Trésor à emprunter directement auprès de la Banque centrale. (...) Cet amendement à la Loi sur la monnaie et le crédit autorise la Banque centrale d'Algérie à procéder à titre exceptionnel et durant une période de cinq années à l'achat directement auprès du Trésor des

¹¹ CEIC, Foreign exchange reserves : months of imports, <https://www.ceicdata.com/en/indicator/algeria/foreign-exchange-reserves-months-of-import>. Date de consultation : 9 juillet 2018.

¹² Banque Mondiale, juillet 2018.

¹³ Ministère des Finances de la République algérienne démocratique et populaire, date de consultation : 10 juillet 2018. Url : <http://www.mf.gov.dz/article/48/Zoom-sur-les-Chiffres-/142/Balance-commerciale.html>.

¹⁴ El Moudjahid, édition mise en ligne du 20 décembre 2017.

titres émis par celui-ci et ce, afin de permettre le financement, notamment, de la dette publique interne et les besoins d'investissement ».¹⁵

Contrairement aux sombres prédictions du FMI¹⁶, le recours à la planche à billets n'a, jusqu'à présent, pas fait déraiser l'inflation. En effet, cette dernière n'a cessé baisser depuis octobre 2017. A cette époque, elle se situait à un niveau de 6,5%. Elle n'était plus que de 4,93% en décembre puis est tombée en-dessous de la barre des 3,5% en février de cette année avant de se stabiliser finalement aux alentours de 3,15% un mois plus tard. Par opposition, on signalera qu'il n'existait pas de financement direct du Trésor par la Banque d'Algérie en juillet 2016. Et à cette époque, l'inflation culminait pourtant à 8%¹⁷...

En outre, le niveau des investissements en Algérie est resté élevé (50,71% du PIB en 2016). Il a même augmenté depuis l'effondrement des cours de 2014. Il s'agit là évidemment d'une donnée importante dans une société où la majorité de la population a moins de 30 ans. C'est, d'ailleurs, en raison de cette importante pression démographique qu'un grand plan de développement des infrastructures et du logement a été lancé par l'administration Bouteflika, il y a une petite quinzaine d'années. Par exemple, en matière ferroviaire, « l'objectif est d'atteindre 10.000 km de voies d'ici à 2018. Ce qui fera du réseau ferroviaire algérien le deuxième du continent après celui de l'Afrique du Sud ».¹⁸

Ce volontarisme, d'inspiration keynésienne, vise à soutenir la croissance par l'intervention de l'Etat dans la sphère des travaux publics. Cette orientation, qui s'avère plus difficile à poursuivre depuis la chute des cours du brut, pose, au passage, la question des relations économiques d'Alger avec la Chine. En effet, « depuis le début des années 2000, les entreprises de BTP chinoises ont raflé une partie importante des marchés de travaux publics et privés algériens. Du côté public, on peut citer, à titre d'exemple, la réalisation de deux des tronçons de la liaison autoroutière Est-Ouest, l'agrandissement de l'aéroport d'Alger ou encore la construction de l'hôpital universitaire d'Oran ».¹⁹

La Chine est devenue un partenaire commercial important de l'Algérie au fil du temps. En 2016, l'empire du Milieu était le premier fournisseur d'Alger (17% des importations du pays). Par contre, elle n'apparaissait pas dans la liste des 10 principales destinations pour les exportations algériennes (à peine 1% de ces dernières²⁰).

Ce déséquilibre fait l'objet d'une attention soutenue de la part des autorités algériennes. Selon le ministre algérien des Affaires Etrangères, « l'Algérie est considérée, au regard de ses relations distinguées avec la Chine et de son rôle pivot dans le monde arabe, comme un acteur majeur à même de booster la coopération sino-arabe »²¹. Cependant, l'Algérie refuse

¹⁵ Jeune Afrique, édition mise en ligne le 9 octobre 2017.

¹⁶ African Manager, 4 juin 2018.

¹⁷ CEIC, Inflation rates, Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/algeria/consumer-price-index-cpi-growth>, date de consultation : 12 juillet 2018.

¹⁸ Jeune Afrique, édition mise en ligne du 14 avril 2014

¹⁹ Souiah, Farida, « L'Algérie *made by China* » in *Méditerranée*, 116/2011, p.139.

²⁰ The Observatory of Economic Complexity, juillet 2018.

²¹ El Moudjahid, édition mise en ligne du 10 juillet 2018.

catégoriquement de s'endetter auprès de la Chine. Il s'agit là d'une ligne rouge fixée par Alger. L'indépendance financière du pays est, en effet, un objectif primordial pour l'équipe au pouvoir.

L'Algérie constitue, de ce point de vue, un exemple intéressant de souverainisme économique. La dette extérieure constitue indubitablement un élément de fragilisation pour un pays du Sud. Par conséquent, mieux vaut éviter le recours à des financements extérieurs, spécialement lorsque la conjoncture est peu favorable. Cependant, ce sain principe de base n'est pas sans poser problèmes au quotidien. C'est ainsi que des projets d'infrastructure ont été reportés en raison de la crise de financement de l'Etat. Ce constat plaide en faveur d'un rapprochement avec la Chine, en vue de commercer et d'investir directement en yuans entre les deux pays. Il s'agit là d'un souhait de Pékin qui désire internationaliser l'utilisation de sa monnaie nationale. On rappellera, à ce sujet, que 14 Etats d'Afrique orientale et australe²² envisageaient, en mai de cette année, d'utiliser le yuan comme monnaie de réserve.

Un processus similaire est d'autant plus facile à concevoir dans le chef de l'Algérie que cette dernière n'est pas autant liée au dollar que ses voisins (spécialement, le Maroc). En avril 2018, Alger ne détenait, en effet, que 681 millions de dollars de dettes US (sur 85 milliards de réserves), dont 680 en titres à court terme²³.

En fin de compte, le souverainisme algérien n'a, chiffres à l'appui, rien d'une illusion d'optique...

²² Il s'agit, pour l'anecdote, des pays suivants : Angola, Botswana, Burundi, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie and Zimbabwe.

²³ U.S. Treasury, U.S. Treasury Securities Held by Foreign Residents, avril 2018.